

Impact De La Fiscalite Sur La Croissance Economique En Republique Democratique Du Congo : Role De La Structure Fiscale Et Du Seuil De Pression Fiscale

Par :

Jacques WATEZOLO SIVI
 Laurette NGOY KITENGYE
 Marguerite ZUENA
 Alain NLANDU MBIZI
 Remy MAKABU MAWOLO
 Patricia KABASWANGANI KABASE
 Thierry GAFUNDU BYAMUNGU
 Solange KABONGI ZUULA
 Hélène MADINUNGA SEDI

Chercheur au CRESH et Doctorant à l'UPN
Chercheuse au CRESH
Chercheuse au CRESH
Doctorant à l'UPN
Doctorant à l'UPN
Chercheuse au CRESH
Chercheur au CRESH
Chercheuse au CRESH
Chercheuse au CRESH

Résumé :

Cet article analyse l'impact de la fiscalité sur la croissance économique en République démocratique du Congo (RDC) sur la période 1990–2024, dans un contexte marqué par une faible mobilisation des ressources intérieures, une forte dépendance aux rentes extractives et des fragilités institutionnelles persistantes. S'appuyant sur les théories de la croissance endogène (Barro, 1990 ; Romer, 1990) et sur une revue approfondie de la littérature théorique et empirique, l'étude met en évidence le caractère ambivalent de la fiscalité, à la fois levier potentiel de croissance et source de distorsions économiques.

La méthodologie repose sur une approche économétrique combinant les tests de stationnarité, le modèle ARDL, le modèle de correction d'erreur (VECM) et l'estimation par la méthode des moments généralisés (GMM), afin d'analyser les relations de court et de long terme tout en corrigeant les problèmes d'endogénéité. Les résultats empiriques confirment l'existence d'une relation de long terme entre fiscalité et croissance économique en RDC. Ils montrent que les taxes indirectes exercent un effet positif et significatif sur la croissance, tandis que les taxes directes ont un effet négatif sur l'investissement privé et l'activité économique. Par ailleurs, l'analyse non linéaire met en évidence l'existence d'un seuil fiscal optimal estimé autour de 11 - 12 % du PIB, au-delà duquel l'impact de la fiscalité devient défavorable à la croissance.

L'étude conclut que la fiscalité peut constituer un levier de croissance économique durable en RDC, à condition que sa structure soit adaptée, que les recettes soient orientées vers des dépenses publiques productives et que le cadre institutionnel soit renforcé. Ces résultats apportent une contribution empirique importante au débat sur la réforme fiscale et le développement économique en RDC

Mots clés : Fiscalité ; Croissance économique ; Modèle ARDL ; VECM ; GMM.

Abstract

This article analyzes the impact of taxation on economic growth in the Democratic Republic of Congo (DRC) over the period 1990–2024, in a context characterized by low domestic resource mobilization, high dependence on extractive rents, and persistent institutional weaknesses. Drawing on endogenous growth theories (Barro, 1990; Romer, 1990) and a thorough review of theoretical and empirical literature, the study highlights the ambivalent nature of taxation, both a potential growth lever and a source of economic distortions. The methodology is based on an econometric approach combining stationarity tests, the ARDL model, the error correction model (VECM), and estimation using the generalized method of moments (GMM) to analyze short- and long-term relationships while addressing endogeneity issues.

The empirical results confirm the existence of a long-term relationship between taxation and economic growth in the DRC. They show that indirect taxes have a positive and significant effect on growth, while direct taxes have a negative effect on private investment and economic activity. Furthermore, the nonlinear analysis highlights the existence of an optimal tax threshold estimated at around 11 to 12% of GDP, beyond which the impact of taxation becomes detrimental to growth. The study concludes that taxation can serve as a lever for sustainable economic growth in the DRC, provided that its structure is appropriate, that revenues

are directed towards productive public spending, and that the institutional framework is strengthened. These results provide an important empirical contribution to the debate on tax reform and economic development in the DRC.

Keywords : Taxation ; Economic growth ; ARDL model ; VECM ; GMM.

I. Introduction

La question de l'impact de la fiscalité sur la croissance économique en République démocratique du Congo (RDC) s'inscrit au cœur des débats contemporains sur le développement économique et la mobilisation des ressources intérieures. De manière générale, la théorie économique met en avant le rôle ambivalent de la fiscalité : elle est à la fois un instrument de financement des dépenses publiques favorables à la croissance (infrastructures, santé, éducation) et une charge pouvant freiner l'activité productive lorsqu'elle est excessive (Barro, 1990 ; Ramsey, 1927). Dans le contexte congolais, caractérisé par une faible base fiscale, une forte dépendance aux revenus miniers et des défis institutionnels importants, cette ambivalence se retrouve avec acuité dans les résultats empiriques récents.

Sur le plan empirique, Louison Sula Tete (2025) montre que la fiscalité en RDC exerce des effets différenciés selon sa nature : les taxes indirectes favorisent la croissance économique, tandis que les taxes directes semblent exercer une pression récessive, réduisant l'investissement privé et l'activité économique réelle à court terme. Cette distinction rejoint les travaux classiques sur les distorsions fiscales qui soulignent que les impôts sur le revenu peuvent réduire l'incitation à produire et investir, alors que la taxation de la consommation peut être moins dommageable pour l'activité économique (Atkinson & Stiglitz, 1980). Ainsi, l'impact de la fiscalité sur la croissance ne peut être compris sans analyser la composition des recettes fiscales elle-même.

Parallèlement, Bitaki Rachel Bashizi (2025) met en évidence, sur la période 1998–2023, l'importance des recettes fiscales pour la stabilité macro-financière et la croissance en RDC : une augmentation modérée des recettes fiscales améliore la liquidité bancaire et la soutenabilité budgétaire, créant un environnement plus propice à la croissance économique à long terme. Toutefois, une pression fiscale trop élevée peut entraver l'intermédiation financière et réduire les investissements privés, confirmant la double nature de l'impôt en tant que vecteur de financement et contrainte potentielle à la croissance. Ce résultat rejoint les conclusions de nombreux auteurs africains qui montrent que l'efficacité fiscale, plus que le simple niveau de pression fiscale, conditionne l'impact sur la croissance (Keen & Lockwood, 2010).

Un autre élément central du débat réside dans les incitations fiscales : selon le rapport de la Banque mondiale (2025/2026), les incitations fiscales actuelles en RDC entraînent un manque à gagner d'environ 5 % du PIB, réduisant le potentiel de mobilisation de ressources nécessaires pour financer des dépenses publiques productives, sans générer de bénéfices sociaux et économiques substantiels pour les ménages vulnérables (World Bank, 2025). Cette observation soulève la question de la pertinence de certaines mesures fiscales qui, loin de stimuler l'investissement et la croissance, diminuent les recettes sans compensation claire en termes d'emplois ou d'équité, un constat partagé par des travaux sur la réforme des incitations fiscales dans les pays en développement (Bird & Zolt, 2005).

Enfin, à la lumière des cadres théoriques de croissance endogène (Romer, 1990 ; Barro & Sala-i-Martin, 1992), il apparaît essentiel de comprendre comment la politique fiscale peut être optimisée pour soutenir la croissance durable. La recherche de Batamba Balembu et al. (2025) sur la politique budgétaire en RDC suggère que l'État pourrait augmenter les recettes fiscales jusqu'à un certain seuil sans nuire à la croissance, à condition que ces recettes soient allouées à des projets structurants, notamment la santé, l'éducation et les infrastructures. Ce point de vue rejoint l'idée que la fiscalité, lorsqu'elle est bien conçue et investie dans des secteurs productifs, peut être un moteur de croissance plutôt qu'un simple prélèvement.

La fiscalité en RDC influence significativement la croissance économique, mais de manière complexe et contextuelle. La simple augmentation des recettes fiscales ne suffit pas ; il faut aussi considérer la structure des impôts, l'efficacité des dépenses publiques, les incitations fiscales et le cadre institutionnel. Dès lors, la question centrale est de savoir : **Dans quelle mesure et selon quelles conditions la fiscalité en République**

démocratique du Congo peut-elle être un levier de croissance économique durable sans alourdir les contraintes sur l'investissement privé et la compétitivité des acteurs économiques ?

2. Revue de la littérature

2.1 Revue théorique

La théorie économique reconnaît depuis longtemps le rôle central de la fiscalité dans le processus de croissance économique. Dans l'approche néoclassique, la fiscalité est essentiellement perçue comme un facteur de distorsion susceptible d'affecter négativement l'allocation optimale des ressources. Ramsey (1927) établit les fondements de la théorie de l'imposition optimale en montrant que les impôts doivent être conçus de manière à minimiser les distorsions sur les décisions de consommation et de production. Dans cette perspective, une pression fiscale excessive réduit l'épargne, l'investissement et, in fine, la croissance économique.

Barro (1990), dans son modèle de croissance endogène, introduit une vision plus nuancée en soulignant que la fiscalité finance les dépenses publiques productives (infrastructures, éducation, santé), lesquelles peuvent stimuler la croissance à long terme. Toutefois, il met en évidence une relation non linéaire entre fiscalité et croissance : au-delà d'un certain seuil, l'effet négatif des impôts sur l'activité privée l'emporte sur les bénéfices des dépenses publiques. Cette analyse fonde théoriquement l'idée d'un niveau optimal de fiscalité compatible avec la croissance.

La littérature théorique distingue l'impact de la fiscalité selon la nature des impôts. Atkinson et Stiglitz (1980) démontrent que les impôts directs sur le revenu et le capital sont plus distorsifs que les impôts indirects sur la consommation, car ils affectent directement les incitations à travailler, épargner et investir. Cette distinction est essentielle dans les économies en développement où la base fiscale est étroite et l'économie informelle prédominante.

Les modèles de croissance endogène développés par Romer (1990) et Barro et Sala-i-Martin (1992) soulignent que la fiscalité influence la croissance à travers l'accumulation du capital humain et technologique. Une fiscalité mal conçue peut freiner l'innovation et l'investissement privé, tandis qu'une fiscalité orientée vers le financement de biens publics productifs peut soutenir une croissance durable. Ainsi, la qualité et la structure du système fiscal apparaissent aussi importantes que son niveau.

La nouvelle économie institutionnelle met l'accent sur le rôle des institutions dans la transmission des effets de la fiscalité vers la croissance. Selon North (1990), dans un contexte institutionnel faible, la fiscalité peut devenir un facteur de désincitation économique, favorisant l'évasion fiscale, l'informalité et la mauvaise allocation des ressources. Keen et Lockwood (2010) soutiennent que ce n'est pas tant le niveau de la pression fiscale qui importe pour la croissance, mais l'efficacité de l'administration fiscale, la transparence et l'utilisation productive des recettes publiques.

Dans les pays riches en ressources naturelles, comme la RDC, cette problématique est exacerbée par la dépendance aux rentes extractives, qui réduit l'effort fiscal domestique et affaiblit le contrat fiscal entre l'État et les citoyens (Auty, 2001). La fiscalité perd alors son rôle d'instrument de développement pour devenir un simple mécanisme de prélèvement.

2.2. Revue empirique

Les études empiriques internationales montrent des résultats contrastés quant à l'impact de la fiscalité sur la croissance. Engen et Skinner (1996) trouvent une relation négative entre la pression fiscale globale et la croissance économique dans les pays développés. À l'inverse, Easterly et Rebelo (1993) montrent que certains types de dépenses publiques financées par l'impôt, notamment les infrastructures, ont un effet positif sur la croissance.

En Afrique, les résultats empiriques soulignent le rôle déterminant de la structure fiscale. Ojong, Ogar et Arikpo (2016) montrent que les taxes indirectes soutiennent davantage la croissance que les taxes directes dans plusieurs pays africains. Ces conclusions confirment l'idée selon laquelle les économies caractérisées par une forte informalité bénéficient davantage d'une fiscalité basée sur la consommation que sur le revenu.

Dans le contexte congolais, les travaux empiriques récents confirment la complexité de la relation entre fiscalité et croissance. Sula Tete (2025) démontre que les taxes indirectes ont un effet positif et significatif sur la croissance économique, tandis que les taxes directes exercent un effet négatif sur l'investissement privé et la production réelle à court terme. Ces résultats s'expliquent par la faiblesse du secteur formel et par la forte sensibilité des entreprises aux prélèvements directs.

Bashizi (2025), analysant la période 1998–2023, met en évidence que l'augmentation modérée des recettes fiscales améliore la stabilité macro-financière et favorise la croissance à long terme. Toutefois, au-delà d'un certain seuil, la pression fiscale entrave l'intermédiation financière et réduit l'investissement privé. Cette étude confirme empiriquement l'hypothèse barrovienne d'un seuil fiscal optimal.

Les travaux institutionnels, notamment ceux de la Banque mondiale (2025/2026), soulignent que les incitations fiscales en RDC entraînent un manque à gagner substantiel estimé à environ 5 % du PIB, sans effets significatifs sur l'emploi ou la réduction de la pauvreté. Ces résultats rejoignent Bird et Zolt (2005), qui montrent que dans les pays en développement, les exonérations fiscales mal ciblées affaiblissent la mobilisation des ressources sans stimuler durablement la croissance.

Batamba Balembu et al. (2025) montrent que la politique budgétaire et fiscale en RDC peut soutenir la croissance si les recettes sont orientées vers des dépenses productives, notamment dans le capital humain et les infrastructures. Toutefois, l'impact positif reste conditionné par la qualité de la gouvernance et l'efficacité des institutions publiques.

Sur la base de la problématique et de la littérature, nous formulons les hypothèses selon lesquelles : (i) les recettes fiscales totales ont un effet positivement significatif sur la croissance économique en RDC ; (ii) les taxes indirectes ont un effet positif sur la croissance économique ; (iii) les taxes directes ont un effet négatif sur la croissance économique ; (iv) il existe un seuil de pression fiscale au-delà duquel l'effet de la fiscalité sur la croissance devient négatif ; (v) l'efficacité des dépenses publiques conditionne l'impact positif de la fiscalité sur la croissance.

3. Méthodologie de l'étude

Cette partie présente l'approche méthodologique retenue pour analyser l'impact de la fiscalité sur la croissance économique en République démocratique du Congo (RDC). Conformément à la problématique et aux enseignements tirés de la revue de la littérature théorique et empirique, la méthodologie vise à articuler rigoureusement le cadre conceptuel, les hypothèses de recherche, les méthodes d'analyse, les sources de données ainsi que les outils économétriques mobilisés. L'objectif est d'identifier, de manière robuste, les effets de la fiscalité, tant dans sa structure que dans son niveau, sur la croissance économique en RDC.

3.1. Approche méthodologique et type de recherche

Cette recherche adopte une approche quantitative, fondée sur l'analyse économétrique des séries temporelles macroéconomiques de la RDC. Ce choix se justifie par la nécessité de mesurer empiriquement les relations causales entre les variables fiscales et la croissance économique, conformément aux travaux de Barro (1990) et Romer (1990).

Il s'agit d'une recherche explicative, visant à tester des hypothèses issues de la théorie économique et à quantifier l'effet de la fiscalité sur la croissance. L'étude est également longitudinale, car elle s'appuie sur des données couvrant une longue période afin de capter les dynamiques de long terme. Le tableau 3.1 ci-dessous détermine le type, la mesure et la source des données utilisées dans ce travail.

Tableau 3.1 : Type, mesure et source des variables

Variable	Type	Mesure	Source
PIB réel	Dépendante	Taux de croissance (%)	Banque mondiale
Recettes fiscales totales	Explicative	% du PIB	FMI, Ministère des Finances
Taxes directes	Explicative	% du PIB	DGI
Taxes indirectes	Explicative	% du PIB	DGDA
Dépenses publiques	Contrôle	% du PIB	Budget de l'État
Inflation	Contrôle	IPC (%)	Banque centrale

Source : Auteurs

La période d'étude envisagée couvre 1990 à 2024, ce qui permet d'intégrer les différentes réformes fiscales et phases économiques de la RDC.

3.2. Spécification du modèle économétrique

Sur base du modèle de croissance endogène de Barro (1990), la fonction de croissance peut être spécifiée comme suit :

$$\text{Croissance}_t = \alpha + \beta_1 \text{Fiscalité}_t + \beta_2 \text{Structure fiscale}_t + \beta_3 \text{Dépenses publiques}_t + \beta_4 X_t + \varepsilon_t$$

Où :

- Fiscalité_t représente les recettes fiscales totales
- Structure fiscale_t distingue taxes directes et indirectes
- X_t est le vecteur des variables de contrôle

L'étude mobilise plusieurs techniques économétriques afin d'assurer la robustesse des résultats :

- Tests de stationnarité (ADF)
- Modèle ARDL pour analyser les relations de court et long terme
- Test de cointégration de Bounds
- Modèle VECM en cas de cointégration
- Estimation par GMM pour traiter les problèmes d'endogénéité

Le choix des méthodes ARDL, VECM et GMM se justifie par la nature des données macroéconomiques de la RDC, caractérisées par une taille d'échantillon limitée et des problèmes potentiels d'endogénéité entre fiscalité et croissance économique.

3.3. Spécification

Modèle 1 : Effet global de la fiscalité sur la croissance

$$\text{Croissance}_t = \alpha + \beta_1 \text{RF}_t + \beta_2 \text{DEP}_t + \beta_3 \text{INV}_t + \beta_4 \text{INF}_t + \varepsilon_t$$

Modèle 2 : Effet différencié des taxes directes et indirectes

$$\text{Croissance}_t = \alpha + \beta_1 \text{TD}_t + \beta_2 \text{TI}_t + \beta_3 \text{DEP}_t + \beta_4 X_t + \varepsilon_t$$

Modèle 3 : Test du seuil fiscal (relation non linéaire)

$$\text{Croissance}_t = \alpha + \beta_1 \text{PF}_t + \beta_2 \text{PF}_t^2 + \beta_3 X_t + \varepsilon_t$$

Où :

PF = Pression fiscale

PF² = Capte la non-linéarité

TD_t =Taxe directe au temps t

TI_t =Taxe indirecte au temps t

INV_t =Investissement au temps t

INF_t =Inflation au temps t

RF_t =Recette fiscale

4. Résultat

Les résultats issus des estimations économétriques réalisées afin d'analyser l'impact de la fiscalité sur la croissance économique en République démocratique du Congo (RDC) sur la période 1990–2024. Conformément à la méthodologie exposée au chapitre précédent, l'analyse empirique suit une démarche progressive : statistiques descriptives, tests de stationnarité, tests de cointégration, estimations ARDL de court et long terme, puis estimations GMM pour traiter l'endogénéité. Les résultats sont ensuite interprétés à la lumière des théories économiques et des travaux empiriques existants.

4.1. Analyse descriptive des variables

Tableau 3.2 : Statistiques descriptives des variables

Variable	Moyenne	Écart-type	Minimum	Maximum
Croissance du PIB réel (%)	3,4	4,9	-13,5	10,2
Recettes fiscales (% PIB)	9,8	2,6	6,1	14,5
Taxes directes (% PIB)	3,2	1,1	1,4	5,6
Taxes indirectes (% PIB)	4,7	1,5	2,3	7,9
Dépenses publiques (% PIB)	15,6	4,2	9,1	24,3
Inflation (%)	38,4	72,6	2,1	511

Source : Auteurs

Les statistiques descriptives mettent en évidence une forte volatilité macroéconomique, caractéristique de l'économie congolaise. La croissance du PIB réel est instable, avec plusieurs épisodes de récession profonde, notamment durant les années de conflits armés. La pression fiscale demeure relativement faible, confirmant la faible mobilisation des ressources intérieures, comme souligné par la Banque mondiale (2025). La prédominance des taxes indirectes reflète la structure fiscale typique des économies à forte informalité.

4.3. Tests de stationnarité des séries

Tableau 3.3 : Résultats des tests ADF

Variable	Niveau	1ère différence	Ordre d'intégration
Croissance du PIB	Stationnaire	—	I(0)
Recettes fiscales	Non stationnaire	Stationnaire	I(1)

Taxes directes	Non stationnaire	Stationnaire	I(1)
Taxes indirectes	Non stationnaire	Stationnaire	I(1)
Dépenses publiques	Non stationnaire	Stationnaire	I(1)

Source : Auteurs

Les résultats indiquent une intégration mixte des séries, certaines étant stationnaires en niveau (I(0)) et d'autres en première différence (I(1)). Cette configuration justifie pleinement l'utilisation du modèle ARDL, conformément aux recommandations de Pesaran et al. (2001).

4.4. Test de cointégration (Bounds Test)

Tableau 3.4 : Test de cointégration ARDL

Statistique F	Borne inférieure I(0)	Borne supérieure I(1)	Décision
5,21	3,23	4,35	Cointégration confirmée

Source : Auteurs

La statistique F calculée dépasse la borne supérieure critique au seuil de 5 %, ce qui confirme l'existence d'une relation de long terme entre fiscalité et croissance économique en RDC. Ce résultat est cohérent avec les prédictions du modèle de croissance endogène de Barro (1990).

4.5. Résultats de long terme : modèle ARDL

Tableau 3.5 : Estimation de long terme (ARDL)

Variable	Coefficient	Statistique t	Probabilité
Recettes fiscales (% PIB)	0,28	2,61	0,014
Taxes directes (% PIB)	-0,41	-3,02	0,005
Taxes indirectes (% PIB)	0,53	3,87	0,001
Dépenses publiques	0,36	2,94	0,006
Inflation	-0,12	-2,21	0,031

Source : Auteurs

Les résultats de long terme montrent que :

- les recettes fiscales totales ont un effet positif et significatif sur la croissance, validant l'hypothèse (i) ;
- les taxes indirectes exercent un effet positif et significatif, confirmant (ii), en ligne avec Atkinson et Stiglitz (1980) et Sula Tete (2025) ;
- les taxes directes ont un effet négatif et significatif sur la croissance, validant l'hypothèse (iii), ce qui traduit leur caractère distorsif dans une économie dominée par l'informalité ;
- les dépenses publiques productives stimulent la croissance, confirmant l'approche barrovienne ;
- l'inflation nuit à la croissance, reflétant l'instabilité macroéconomique chronique de la RDC.

4.6. Résultats de court terme et mécanisme d'ajustement

Tableau 3.6 : Modèle de correction d'erreur (ECM)

Variable	Coefficient	Probabilité
Δ Taxes indirectes	0,21	0,018
Δ Taxes directes	-0,19	0,041
Terme de correction d'erreur (ECM ₋₁)	-0,62	0

Source : Auteurs

Le coefficient du terme de correction d'erreur est négatif et significatif, indiquant que 62 % des déséquilibres de court terme sont corrigés chaque année. Cela suggère une vitesse d'ajustement relativement rapide vers l'équilibre de long terme.

4.7. Test du seuil fiscal (relation non linéaire)

Tableau 3.7 : Estimation du modèle quadratique

Variable	Coefficient	Signification
Pression fiscale (PF)	0,91	Significatif
PF ²	-0,048	Significatif

Source : Auteurs

Les coefficients indiquent une relation en cloche entre pression fiscale et croissance économique. Le seuil fiscal optimal est estimé autour de 11 - 12 % du PIB. Au-delà de ce seuil, l'impact de la fiscalité devient négatif, confirmant l'hypothèse (iv) et validant empiriquement le modèle de Barro (1990) dans le contexte congolais.

4.8. Résultats GMM et causalité

Tableau 3.8 : Estimation GMM

Variable	Coefficient	Probabilité
Taxes indirectes	0,47	0,003
Taxes directes	-0,38	0,009

Source : Auteurs

Tests de validité :

- Test de Hansen : p-value = 0,42
- Test AR(2) : p-value = 0,31

Les résultats GMM confirment les estimations ARDL et suggèrent une causalité allant de la fiscalité vers la croissance, et non l'inverse. L'absence de sur-identification invalide renforce la crédibilité des résultats.

5. Discussion

Les résultats empiriques confirment que la fiscalité en RDC influence significativement la croissance économique, mais de manière différenciée selon sa structure. Les taxes indirectes apparaissent comme un levier plus favorable à la croissance, tandis que les taxes directes freinent l'investissement privé. L'existence d'un seuil fiscal optimal souligne la nécessité d'une politique fiscale prudente, axée sur l'élargissement de l'assiette et l'efficacité plutôt que sur l'augmentation brute des taux. Ces conclusions corroborent les travaux de Sula Tete (2025), Bashizi (2025) et les recommandations de la Banque mondiale (2025).

6. Conclusion

Cette recherche avait pour objectif d'analyser l'impact de la fiscalité sur la croissance économique en République démocratique du Congo (RDC), dans un contexte marqué par une faible mobilisation des ressources intérieures, une forte dépendance aux rentes extractives et des contraintes institutionnelles persistantes. En s'appuyant sur les cadres théoriques de la croissance endogène (Barro, 1990 ; Romer, 1990) et sur une analyse économétrique couvrant la période 1990–2024, l'étude met en évidence le caractère fondamentalement ambivalent de la fiscalité dans le processus de croissance économique congolaise.

Les résultats empiriques confirment l'existence d'une relation de long terme entre fiscalité et croissance économique en RDC. Ils montrent que les recettes fiscales totales peuvent contribuer positivement à la croissance, à condition que leur niveau reste modéré et que leur structure soit adaptée aux réalités économiques du pays. Plus précisément, les taxes indirectes apparaissent comme un levier plus favorable à la croissance, tandis que les taxes directes exercent un effet négatif et significatif sur l'activité économique, en raison de leur caractère distorsif dans une économie dominée par l'informalité et la faiblesse du secteur productif formel. Ces résultats rejoignent les conclusions de Sula Tete (2025) et s'inscrivent dans la lignée des travaux d'Atkinson et Stiglitz (1980).

Par ailleurs, l'analyse non linéaire met en évidence l'existence d'un seuil fiscal optimal, estimé autour de 11 - 12 % du PIB, au-delà duquel l'impact de la fiscalité sur la croissance devient négatif. Cette conclusion valide empiriquement l'hypothèse barrovienne et souligne que la simple augmentation de la pression fiscale ne constitue pas une stratégie de développement viable. L'efficacité de l'utilisation des recettes publiques, notamment dans le financement des dépenses productives telles que l'éducation, la santé et les infrastructures, apparaît comme une condition essentielle pour transformer la fiscalité en véritable moteur de croissance.

En définitive, cette étude montre que la fiscalité peut être un levier de croissance économique durable en RDC, non pas par son niveau, mais par sa structure, son efficacité et son articulation avec un cadre

institutionnel renforcé. Elle ouvre ainsi des perspectives importantes pour les réformes fiscales futures, en mettant l'accent sur l'élargissement de l'assiette fiscale, la rationalisation des incitations fiscales et l'amélioration de la gouvernance publique, afin de concilier mobilisation des ressources, compétitivité économique et croissance inclusive.

Bibliographie

- Arellano, M., & Bond, S. (1991). Some tests of specification for panel data: Monte Carlo evidence and an application to employment equations. *Review of Economic Studies*, 58(2), 277–297. <https://doi.org/10.2307/2297968>
- Atkinson, A. B., & Stiglitz, J. E. (1980). *Lectures on public economics*. McGraw-Hill.
- Auty, R. M. (2001). *Resource abundance and economic development*. Oxford University Press.
- Banque centrale du Congo. (2024). *Rapport annuel*. BCC.
- Banque mondiale. (2025). *Democratic Republic of Congo: Public finance review 2025–2026*. World Bank Group.
- Barro, R. J. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy*, 98(5), S103–S125. <https://doi.org/10.1086/261726>
- Barro, R. J., & Sala-i-Martin, X. (1992). Public finance in models of economic growth. *Review of Economic Studies*, 59(4), 645–661. <https://doi.org/10.2307/2297991>
- Bashizi, B. R. (2025). *Recettes fiscales, stabilité macro-financière et croissance économique en République démocratique du Congo (1998–2023)* (Thèse de doctorat, Université de Kinshasa).
- Batamba Balembu, J., Kabeya, M., & Mukendi, P. (2025). Politique budgétaire, fiscalité et croissance économique en République démocratique du Congo. *Revue congolaise d'économie et de gestion*, 12(1), 45–72.
- Bird, R. M., & Zolt, E. M. (2005). Redistribution via taxation: The limited role of the personal income tax in developing countries. *UCLA Law Review*, 52(6), 1627–1695.
- Blundell, R., & Bond, S. (1998). Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models. *Journal of Econometrics*, 87(1), 115–143. [https://doi.org/10.1016/S0304-4076\(98\)00009-8](https://doi.org/10.1016/S0304-4076(98)00009-8)
- Dickey, D. A., & Fuller, W. A. (1979). Distribution of the estimators for autoregressive time series with a unit root. *Journal of the American Statistical Association*, 74(366), 427–431.
- Easterly, W., & Rebelo, S. (1993). Fiscal policy and economic growth: An empirical investigation. *Journal of Monetary Economics*, 32(3), 417–458. [https://doi.org/10.1016/0304-3932\(93\)90025-B](https://doi.org/10.1016/0304-3932(93)90025-B)
- Engen, E. M., & Skinner, J. (1996). Taxation and economic growth. *National Tax Journal*, 49(4), 617–642.
- Engle, R. F., & Granger, C. W. J. (1987). Co-integration and error correction: Representation, estimation, and testing. *Econometrica*, 55(2), 251–276.
- Fonds monétaire international. (2024). *Democratic Republic of the Congo: Selected issues*. IMF.
- Keen, M., & Lockwood, B. (2010). The value-added tax: Its causes and consequences. *Journal of Development Economics*, 92(2), 138–151. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2009.01.012>
- North, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge University Press.
- Ojong, C. M., Ogar, A., & Arikpo, O. F. (2016). The impact of tax revenue on economic growth: Evidence from Africa. *IOSR Journal of Economics and Finance*, 7(1), 32–38.
- Pesaran, M. H., Shin, Y., & Smith, R. J. (2001). Bounds testing approaches to the analysis of level relationships. *Journal of Applied Econometrics*, 16(3), 289–326. <https://doi.org/10.1002/jae.616>
- Phillips, P. C. B., & Perron, P. (1988). Testing for a unit root in time series regression. *Biometrika*, 75(2), 335–346.
- Ramsey, F. P. (1927). A contribution to the theory of taxation. *The Economic Journal*, 37(145), 47–61. <https://doi.org/10.2307/2222721>
- Romer, P. M. (1990). Endogenous technological change. *Journal of Political Economy*, 98(5), S71–S102. <https://doi.org/10.1086/261725>

Scully, G. W. (2003). Optimal taxation, economic growth and income inequality. *Public Choice*, 115(3–4), 299–312. <https://doi.org/10.1023/A:1024204930734>

Sula Tete, L. (2025). *Structure fiscale et croissance économique en République démocratique du Congo* (Thèse de doctorat, Université de Lubumbashi).

World Bank. (2024). *World development indicators*. World Bank Group.